

## LA TRANSNATIONALISATION DES ALIMENTS

Par

*Kostas VERGOPOULOS\**

Les observations statistiques font apparaître que pour les pays du Tiers-Monde, la disponibilité totale de produits alimentaires diminue, en même temps qu'augmente la production agricole : les exportations absorbent une part toujours croissante du volume produit et des ressources nationales mobilisées, orientant les structures productives vers la demande internationale, aux dépens de la production tournée vers le marché interne et aux dépens de la consommation nationale.

Bien sûr, on pourrait objecter, sur un plan théorique, que les exportations accrues donnent lieu à un flux croissant de devises susceptible d'améliorer les conditions alimentaires de la population nationale. Cependant, cette possibilité n'est que théorique, vu qu'en pratique les devises de toutes origines captées par un pays sont souvent consacrées à des objectifs bien lointains de celui de l'alimentation.

Ainsi, la production agricole globale dans le Tiers-Monde, au lieu de stagner, progresse de 2 à 3 fois plus rapidement que dans les pays industrialisés. Une hypothèse de base en découle : la sous-alimentation périphérique apparaît comme une *excroissance* à partir de la constitution récente d'un *système agro-alimentaire transnational* (1). Autrement dit, l'augmentation des exportations agro-alimentaires et le déficit vivrier interne croissant constituent actuellement la principale ligne d'intégration internationale pour la plupart des pays périphériques.

Il n'y a rien d'étonnant dans cela : dans l'histoire du capitalisme, la demande internationale a souvent entraîné des conversions rapides dans la structure productive des pays dépendants. A part les exemples classiques de la canne à sucre, du café, du coton etc., ce phénomène réapparaît de nos jours notamment avec les produits de fourrage : manioc en Thaïlande, soja au Brésil etc.. On pourrait en conclure que depuis l'aube du capitalisme, le XVII<sup>e</sup> siècle, les moutons continuent de manger les hommes : l'économie de l'excédent triomphe sur celle du nécessaire.

La sous-alimentation donc n'est pas une conséquence de l'archaïsme mais constitue un produit de la modernisation. La famine touche ainsi les pays intégrés au système mondial, et non pas les pays vivant dans l'isolement ou en autarcie relative.

Le déficit se matérialise dans le fait que le Tiers-Monde réalise des excédents dans ses échanges alimentaires avec la quasi-totalité des régions développées et ces excédents ont tendance à croître.

Les éléments nouveaux qui se manifestent dans le domaine alimentaire, pendant les années 1970-80, devraient être recherchés dans deux directions : (a) une intensification brusque des échanges agro-alimentaires internationaux, entraînant une accentuation brutale de l'extraversion structurelle de l'agriculture périphérique et (b) une chute brutale des recettes en devises des pays périphériques, combinée avec les besoins accrus de financement.

---

\* *Département d'Economie Politique - 2, Rue de la Liberté, St. Denis, 93526 CEDEX 02, Université de Paris VIII.*

En effet, depuis 1973, une part croissante de la production agricole mondiale est exportée. Selon les données du GATT, la propension à exporter de la nouvelle production en volume serait de deux fois plus élevée en agriculture qu'en industrie ou en produits minéraux et combustibles. Autrement dit, la production agricole mondiale devient encore plus extravertie à travers — et peut-être à cause de la crise.

Après l'internationalisation des circuits financiers et des processus productifs industriels, on assiste de nos jours à l'émergence d'une nouvelle économie transnationale dans le domaine de la production des aliments. La transnationalisation actuelle des bases de la production animale ne serait qu'une première étape dans cette direction. Suivent déjà dans le même sens: la production végétale, celle des variétés nouvelles, des aliments nouveaux et, bien sûr, la production alimentaire de masse, la production en laboratoire industriel et à usage des procédés d'intervention bio-génétique. S'il serait exagéré de situer la transnationalisation en cours dans l'espace de production des firmes proprement parlant, on pourra par contre aisément apercevoir comment les firmes prennent en charge la constitution des filières ou des chaînes de production, fondant ainsi les axes de la nouvelle économie transnationale de l'espace agro-alimentaire. C'est la première fois que la production agricole périphérique correspond à des programmes intégrés de fabrication d'aliments à l'échelle mondiale.

Notons que ce modèle de développement agro-alimentaire intégré se trouve déjà en expansion rapide à l'échelle mondiale et qu'en fait ce modèle constitue aussi la seule ligne de production qui se développe à des niveaux remarquables à travers la récession mondiale actuelle.

## LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Face au problème du déficit alimentaire et de ses conséquences, se développent actuellement deux politiques opposées dans les pays du Tiers-Monde : la politique ultra-libérale de l'extraversion agricole intégrale et celle de l'intégration de l'agriculture dans le système économique national. Précisons tout de suite qu'il ne s'agit pas tellement de deux courants de pensée, le libéralisme et le protectionnisme, mais bien plutôt de deux manières différentes de se saisir des problèmes contemporains de la compétitivité et du financement international.

Le meilleur exemple de la politique de l'intégration nationale de l'agriculture est certainement le cas du Mexique, avec son Système Alimentaire Mexicain (SAM), bien que ce programme traverse des difficultés sérieuses depuis la fin du septennat du Président Lopez PORTILLO, et bien que d'autres pays soient déjà engagés dans des directions analogues : Nicaragua, Roumanie, Yougoslavie, Cameroun, Gabon, Congo etc... Ajoutons que même un pays comme la Corée du Sud, très «libéral» à certains égards, se reconnaîtrait aisément sous cette rubrique, en ce qui concerne sa politique agricole et alimentaire (2).

Au départ, cette stratégie constate que le déficit alimentaire fait croître le déficit financier externe et, par conséquent, devient ainsi une cause d'inflation, ce qui a son tour mine la compétitivité internationale

de l'économie. Au lieu de lancer de nouveaux produits agricoles d'exportation pour rattraper l'accroissement de ses dépenses en devises, cette stratégie essaie de profiter du déclin historique des exportations traditionnelles (produits de base, matières premières) pour obtenir un ajustement de la production agricole sur les besoins alimentaires nationaux. Cela nécessite, naturellement, un certain protectionnisme agricole, mais d'autre part, cela permet aux pays concernés d'économiser des devises.

Bien entendu, les ressources nationales vivrières, même si elles comportent un coût de production supérieur, ont pourtant l'avantage d'être payables en monnaie nationale, d'assurer le niveau national de l'emploi et d'économiser des devises.

De plus, le coût, éventuellement supérieur des ressources nationales, peut être amorti à travers des modifications des parités extérieures de la monnaie nationale, ce qui ne serait pas possible avec des éléments du coût provenant de l'étranger.

Cette politique, désignée souvent comme «*d'autosuffisance nationale*», se fixe comme objectif non pas la spécialisation de la production, mais plutôt la diversification, dans le sens d'une production globale composite, comprenant des produits de polyculture et d'élevage.

Dans cette optique, l'agriculture est considérée non seulement comme une première étape de la filière de la production des aliments mais aussi comme un chaînon des grandes filières qui débouchent sur les exportations de produits manufacturés. Bien évidemment, ce type d'intégration nationale de l'agriculture s'inscrit très nettement dans une logique de production. Autrement dit, l'Etat considère l'intégration nationale de l'agriculture comme une première étape prioritaire pour accélérer l'industrialisation (3).

On ne s'étonne donc pas lorsqu'on trouve parmi les promoteurs d'un tel projet agricole les pays récemment engagés sur la voie de l'industrialisation, tels la Corée du Sud ou le Mexique. Ces pays trouvent dans la politique d'«autosuffisance alimentaire nationale» un moyen leur permettant de sortir ce secteur de base des aléas du marché international et de *stabiliser* un système national de relations alimentaires. Cette stabilisation, obtenue par la «nationalisation» du système alimentaire, est en général considérée comme une condition préalable pour toute relance ou poursuite du processus de l'industrialisation.

En somme, la stratégie alimentaire nationale se trouve au service de trois nécessités : (a) améliorer la balance extérieure, (b) soulager les finances publiques des pays concernés et (c) promouvoir ainsi l'industrialisation.

De l'autre côté, apparaît la politique ultra-libérale de promotion des exportations agricoles. Sur le plan idéologique, il s'agit de compenser la réduction des devises provenant des exportations de produits traditionnels, par le lancement de nouveaux produits agricoles d'exportation. En fait, il s'agit d'obtenir par tous les moyens l'intégration de la production agricole nationale dans la nouvelle économie transnationale, dirigée par les firmes multinationales. En réalité, les motifs de cette politique peuvent être soit micro-économiques soit idéologiques. Dans les deux cas, on néglige de

considérer l'économie nationale comme un ensemble : dans le premier cas, on lui préfère l'optique de la firme, de la filière ou de la branche ; dans le second, on choisit la perspective de l'intégration agro-alimentaire internationale.

Bien évidemment, selon la critique des tenants des stratégies alimentaires nationales, la politique de l'ultra-libéralisme alimentaire non seulement aggrave en définitive les déficits alimentaires et financiers du Tiers-Monde, mais elle comporte aussi le risque de compromettre tout essor dans le domaine de l'intégration industrielle internationale. Cette divergence apparaît aussi au niveau de la politique à tenir face aux firmes multinationales agro-alimentaires : alors que les ultra-libéraux leur confient des pleins pouvoirs économiques, de l'autre côté, la stratégie de l'autosuffisance préfère limiter les pouvoirs des transnationales par le moyen d'un contrôle accru de l'Etat.

Nous avons examiné ci-dessus la relation entre les exportations agricoles et l'accroissement du déficit alimentaire dans les pays du Tiers-Monde. Force est de constater que cette relation correspond en grande partie à la politique ultra-libérale de la promotion des exportations agricoles, en réduisant la consommation nationale. On cite, comme un exemple de cette problématique, la politique chilienne. Toutefois, pareille serait aussi la politique des autres régimes militaires en Amérique du Sud : réduire la consommation nationale, afin de dégager un maximum d'excédent agricole exportable sur le marché mondial (4).

Dans un premier temps, on penserait qu'il s'agit là d'un retour aux politiques traditionnelles de l'oligarchie foncière en Amérique du Sud : obtenir l'intégration internationale à travers les exportations primaires de type traditionnel. De plus, l'essor des exportations agricoles pendant la crise mondiale actuelle pourrait aussi être en liaison avec la politique des oligarchies traditionnelles dans la recherche des débouchés nouveaux (par exemple : URSS, Chine, Pays de l'Est etc...) leur permettant de maintenir le vieux modèle agro-exportateur.

Cependant, outre cette dimension du problème qui est, certes, incontestable, on ne pourra pas perdre de vue que la promotion des exportations agricoles aujourd'hui comprend aussi, et dans des proportions croissantes, des produits nouveaux correspondant aux mutations agro-alimentaires en cours à l'échelle transnationale. Dans ces conditions, cette politique correspondrait aussi bien aux besoins de la nouvelle économie agro-alimentaire qu'aux projets des firmes transnationales opérant dans ce domaine. De plus, on ne devrait pas omettre de signaler que l'accroissement du déficit alimentaire de la périphérie correspond parfaitement au besoin d'extension des marchés extérieurs pour la production agro-alimentaire des pays du centre. Les études sur le comportement des firmes transnationales constatent, sans ambiguïté, que les ventes de produits alimentaires dans les pays industrialisés du centre affrontaient, vers la fin des années 1960-70, un problème grave de «*saturation des marchés*». D'où un certain déclin du taux de rentabilité pour le capital engagé dans ces branches pendant la même période (5).

L'émergence ou l'aggravation du déficit alimentaire périphérique est apparue pour les transnationales de l'alimentation comme une double «*occasion de croissance*» (6). D'un côté, ce déficit périphérique était la conséquence du drainage par le centre des matières premières alimentaires et des produits fourragers à bas prix. Cela a permis la popularisation de certaines nouvelles formes ou structures alimentaires au centre : il s'agissait souvent d'abolir la notion même de repas, au profit du «*fast-food*», du surgelé ou du précuit, ce qui donnait un véritable coup de fouet à la fabrication des aliments de masse standardisés. De l'autre, le déficit périphérique constituait déjà un appel pour l'extension des ventes en direction du Tiers-Monde, en même temps que se manifestait une véritable offensive des transnationales pour conquérir et organiser les nouveaux espaces agro-alimentaires périphériques. L'ensemble de ces mutations coïncident et définissent en particulier l'évolution de la dernière quinzaine d'années.

Grâce à la crise mondiale, le capital transnational découvre le domaine agro-alimentaire : c'est un secteur de stabilité relative élevée et relativement à l'abri des mouvements aléatoires du marché (7).

Entre 1972 et 1979, les exportations agricoles américaines triplent (8). On assiste à un doublement du taux de la croissance des investissements américains dans le secteur alimentaire en Amérique Latine (9). De même, les taux de profit des investissements alimentaires américains en Amérique Latine, depuis 1974 montent et restent largement supérieurs à ceux des capitaux américains investis dans les autres branches de la production.

Dans ce contexte de forte intensification des échanges agricoles, organisée par les transnationales, s'inscrit la politique de certains pays périphériques pour la promotion des exportations agricoles. Entre 1970 et 1979, les exportations agricoles du Chili ont été multipliées par 7, celles du Brésil par 3,23, celles de l'Argentine par 3,5. Le cas du Brésil est encore une fois le plus représentatif pour les nouvelles économies complémentaires : ses exportations de produits fourragers dépendent de la poursuite de ses importations de céréales et de semences de l'étranger, en grande partie des Etats-Unis. La politique brésilienne de promotion des exportations a certainement obtenu des succès incontestables : elle réussit à limiter vraiment la consommation nationale, puisqu'une proportion de 30 % de la population reste marginalisée de manière durable.

On estime que la production agricole brésilienne a augmenté de 60 % durant les 10 dernières années. Le potentiel productif du pays pourrait assurer à chacun de ses habitants 6000 calories par jour, voire le double de ce qui est nécessaire. Pourtant, dans ce pays, les exportations agricoles augmentent, pendant la même période, de 223 % et 40 millions d'habitants restent toujours à l'écart de toute consommation officielle (10).

Bien sûr, la politique de la promotion des exportations agro-alimentaires, aussi bien au Brésil qu'ailleurs en Amérique Latine ou en Afrique et en Asie, se trouve définie, en dernière instance, par l'objectif fondamental de l'intégration dans la nouvelle économie agro-alimentaire des transnationales. Les moyens mis au service de cette politique sont multiples : contraction des salaires réels par le moyen de l'inflation, afin de limiter le marché national ; exonérations fiscales pour encourager les producteurs à

se tourner vers l'exportation ; taxation inégale du produit, aux dépens des producteurs orientés vers le marché interne ; des facilités de crédit agricole sont aussi accordées en faveur des producteurs exportateurs etc...

Dans l'ensemble de ces mesures, il reste que la part de la production consommée à l'intérieur de l'économie nationale est considérée comme un poids duquel il faudra libérer la production agricole, alors que la partie exportée est encouragée prioritairement, parce qu'elle rapporte des devises et des revenus à l'Etat.

La politique de maximisation immédiate et inconditionnelle des recettes en devises finit par devenir ainsi, une fois de plus, le mécanisme qui installe les sociétés du Tiers-Monde dans un état d'*austérité permanente*.

La réduction drastique de la consommation nationale est ainsi une condition de réussite de la politique de la promotion des exportations. Cependant, on devra signaler que dans la plupart des pays qui ont connu cette expérience, les résultats restent à ce jour inquiétants : les restrictions de la consommation glissent rapidement vers des taux excessifs et cela ne manque pas de provoquer des crises sociales plus ou moins graves. Les exemples récents du Maroc et de l'Egypte en témoignent : les nouvelles restrictions alimentaires (rationnement etc..) imposées à la suite des difficultés financières et de la balance des paiements extérieurs ont donné lieu à l'expression de vastes mécontentements populaires (11).

Face à ce problème qui constitue une conséquence typique de l'extraversion agricole, la politique ultra-libérale se trouve obligée d'élaborer une contre-politique parallèle avec l'objectif de subventionner la consommation alimentaire des masses. En d'autres termes, pour maintenir la structure «libérale» du marché, excluant des masses croissantes de la consommation, les Etats se voient obligés de faire appel à des systèmes d'intervention sélective, des systèmes d'aides alimentaires, directes ou indirectes, à la faveur de ces mêmes masses qu'ils voulaient exclure de toute consommation. Il s'agit là d'une contradiction fondamentale qui fait apparaître très clairement les limites de la politique ultra-libérale.

De toute manière, les divers systèmes de subventions à la consommation alimentaire des masses sont, en définitive, le complément nécessaire des politiques ultra-libérales de promotion inconditionnelle des exportations et de limitation de la consommation nationale. En fait, cette dualité de politiques, dont l'une essaie de remédier aux excès de l'autre, concerne le plus grand nombre de pays dans les trois continents du Tiers-Monde. L'Etat, se voulant (néo)-libéral, finit malgré tout par prendre en charge, d'une manière ou d'une autre, la gestion des forces de travail de la population, pour appuyer le procès de l'extraversion croissante (12).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'intervention alimentaire de l'Etat fût quasi-généralisée sous des formes variées, dans des pays qui pour le reste se veulent ultra-libéraux.

En Inde, la subvention prend la forme des «prix justes» pratiqués par certains magasins, avec l'appui de l'Etat. Au Pakistan et au Bangladesh, on distribue l'aide alimentaire rationnée en nature. En Birmanie, Indonésie, Thaïlande, l'Etat subventionne certains produits de consommation populaire. Au Sri-Lanka, on distribue des bons alimentaires. En général, la

structure des prix alimentaires à l'intérieur de ces pays, comme en Afrique, est prohibitive de toute consommation populaire. On estime que très souvent les prix alimentaires internes sont de deux à trois fois plus élevés que sur le marché international. D'où le besoin impératif de régler la consommation populaire par des mesures de gestion sociale de l'Etat. Des problèmes graves apparaissent, lorsqu'on constate que l'intervention systématique de l'Etat pour favoriser les consommateurs et limiter ainsi les ravages de sa politique exportatrice, finit par décourager les producteurs vivriers locaux et les incite à se convertir aussi dans la production pour l'exportation.

En Amérique Latine, on poursuit aussi la politique des subventions à la consommation au Pérou, en Colombie et dans la plupart des pays de la région (13). Toutefois, les régimes militaires dans la partie sud du continent sont amenés par excès à réduire progressivement ces subventions, ce qui se traduit dans la période récente par des hausses souvent brutales des prix alimentaires. Au Brésil, par exemple, ce renchérissement subit des prix alimentaires, par suite de la réduction des subventions étatiques a permis de comprendre que la «gestion étatique» n'a pas tellement pour objet la «force de travail» proprement parlant. Elle vise plutôt, par la régulation du niveau de l'alimentation des masses, dans le sens macro-économique, à *ajuster le marché du travail* national en tant que tel. En définitive, cette «gestion étatique» du marché du travail finit par consacrer la dualité, sinon la scission: d'un côté, un marché de travail proprement parlant, dont la reproduction est assurée par la «gestion étatique» et, de l'autre, une bonne partie des forces de travail potentielles qui est marginalisée par la même «gestion étatique» et qui ne fonctionne au mieux que comme une réserve d'emploi potentielle.

## LA TRANSNATIONALISATION EN AFRIQUE

En Afrique, on assiste, pendant la décennie 1970-80, à une chute brutale de la production destinée à l'alimentation des populations locales. Les déficits vivriers et, partant, les déficits financiers publics et extérieurs, en tant que proportion du produit national ont pris une ampleur dramatique. Pourtant, même dans ce continent, les productions fourragères destinées à l'exportation n'ont cessé de croître en volume très rapidement : le soja croît de 11,4 % par an et le tournesol de 11,77 % en moyenne annuelle. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le déficit céréalier puisse croître selon un rythme trois fois plus élevé que l'accroissement de la population. On signalera, une fois de plus, que la chute de la production vivrière est plus rapide dans les pays qui se trouvent mieux intégrés dans l'économie internationale et plus extravertis, par exemple le Nigéria (14).

Mais, comment ce désastre alimentaire est-il possible, précisément au moment où l'on met l'accent sur les projets de production alimentaire pour les besoins des populations locales ? Conformément à l'analyse qui précède, la réponse serait évidente : — A cause des politiques de promotion immédiate, inconditionnelle et démesurée des exportations.

L'instrument fondamental dont se sert cette politique en Afrique est toujours la régulation étatique du *taux de change* : la surévaluation systématique des monnaies nationales n'est pas un accident conjoncturel,

mais constitue le mécanisme de base qui définit les conditions et les termes de l'intégration internationale des économies africaines. La surévaluation implique que les produits alimentaires importés de l'étranger, surtout les céréales, soient vendus sur le marché interne à des prix moins élevés que les produits respectifs nationaux. Comme le souligne, à juste titre, la Banque Mondiale, pour les pays africains, les faiblesses de la production vivrière interne sont, dans une certaine mesure, la *conséquence* et non la cause de l'expansion sans précédent des importations alimentaires. Autrement dit, ce n'est pas la déficience de la production interne qui entraîne l'accroissement des importations de produits vivriers, mais le contraire est vrai : ce sont les politiques des importations qui causent la déficience de la production alimentaire nationale (15).

La politique des importations vivrières, pratiquée par les Etats africains, détruit systématiquement les bases mêmes de la production interne destinée à la consommation nationale. Les producteurs vivriers en sont ruinés, la production est reconvertie et livrée au marché international, alors que le marché national est livré aux produits importés de l'étranger. Le résultat de cette politique est que les pays africains *continuent à importer ce qu'ils peuvent produire eux-mêmes* (16).

L'accentuation de ces processus, pendant les années 1970–80, est à l'origine de l'aggravation récente de la situation alimentaire du continent. Quoi qu'il en soit, la surévaluation permanente des monnaies nationales continue à faire évincer les produits nationaux des marchés alimentaires africains au profit des aliments importés. Toute la structure des politiques agricoles en Afrique, dans de très nombreux cas, ne fait que décourager systématiquement les producteurs des vivres, tout en encourageant les cultures destinées à l'exportation. La structure des incitations est telle qu'elle limite gravement la production vivrière autochtone. Mais, l'instrument principal pour orienter la production dans ce domaine est certainement assuré par la structure des prix aux producteurs. Contrairement aux idées répandues à propos d'une supposée inertie de type archaïque des paysans africains face aux «messages» du marché, des études ponctuelles sur l'Afrique ont constaté une «très grande élasticité» de la production agricole africaine par rapport aux modifications du système des prix et même par rapport aux variations des prix relatifs (17). Ces études ont pu vérifier que, pendant la période 1970–80, le prix des produits destinés à l'alimentation nationale africaine a toujours été fixé administrativement par les Etats à des niveaux excessivement bas, et très souvent même à des niveaux inférieurs à celui du marché (18). La raison officielle de cette réglementation a toujours été la protection du consommateur, aux dépens, bien sûr, des intérêts du producteur.

En fait, la politique des Etats africains a toujours fait concurrencer la production vivrière interne par les aliments importés de l'étranger. Les aides alimentaires en Afrique prennent souvent la forme des subventions à la consommation des produits importés, au détriment des produits nationaux. Le souci d'éliminer la production nationale du domaine vivrier est tel que les subventions accordées aux importations font souvent que les prix de marché des aliments importés soient même inférieurs à leur prix débarqués... Si, malgré tout, le prix des aliments sur les marchés nationaux

s'élève, les Etats africains encouragent l'importation de produits alimentaires de l'étranger. Bien évidemment, nous avons ici le cas d'un interventionnisme poussé de l'Etat au service, toutefois, d'un projet ultra-libéral. D'ailleurs, la politique de surévaluation permanente de la monnaie nationale qu'est-ce que c'est, sinon une forme de subvention occulte des importations aux dépens de la production autochtone ?

On a toujours remarqué que le blé et le riz importés devenaient progressivement meilleur marché que les aliments de base produits en Afrique, ne serait-ce qu'à cause de la surévaluation permanente des monnaies nationales. On conclura qu'en définitive, en règle générale, les prix de produits vivriers sur les marchés africains sont déterminés par la politique de l'Etat sur les importations. Au Nigéria, des importations massives et soudaines d'aliments en 1979 ont provoqué une chute verticale des prix alimentaires internes. Par contre, lorsque dans le cadre d'une politique plus nationaliste, on limite le volume des importations, les prix internes ont tendance à s'élever très rapidement. N'oublions pas que chaque projet de reconstruction de l'agriculture africaine commence toujours par le redressement des prix à la production et la consolidation des revenus des producteurs, c'est-à-dire une perspective exactement opposée à celle qui inspire les politiques actuelles dites «de protection du consommateur».

L'absence de structure solide de marchés implique que chaque variation saisonnière des prix alimentaires soit extrêmement rapide et élevée. Cette sensibilité excessive, voire même cette superfluidité des marchés, fait imposer le rôle de l'Etat en tant qu'un vecteur nécessaire d'ancrage et de stabilisation des relations sociales alimentaires. Sans cette stabilisation, la notion même de système économique de production restera problématique.

Cela implique que l'orientation et l'évolution de l'agriculture en Afrique sont profondément déterminées par la politique des Etats africains, agissant dans la plupart des cas en harmonie avec les impératifs de l'économie agro-alimentaire transnationale. Comment cette orientation «passe» dans la pratique des Etats africains ?

L'élimination de la production alimentaire nationale est une conséquence des politiques de surévaluation des monnaies nationales. La production nationale d'aliments, n'étant pas soutenue par ailleurs par des politiques spéciales, est ainsi étouffée par la concurrence internationale. Mais, de plus, elle est aussi découragée une seconde fois, parce qu'étant démunie de recettes en monnaie nationale — toujours à cause des surévaluations — elle ne représente plus une source possible d'imposition intéressante pour le pouvoir de l'Etat. Elle devrait donc doublement périr : une fois par la concurrence des importations et une autre par le mépris de la politique étatique à son égard.

On voit, dans ce cas, comment une politique inspirée par le «supply-side economics» du nouvel ultra-libéralisme finit par détruire les bases de la production nationale, sous le motif de la protection du consommateur. Notons que sous le même motif exactement, les régimes militaires de l'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Uruguay etc..) ont aussi réussi à démanteler gravement les bases mêmes du système productif : par les surévaluations et par les subventions, directes ou indirectes, des importations.

Dans ce contexte, la seule production digne d'être soutenue par des moyens spéciaux est celle destinée à l'exportation : c'est la seule qui rapporte des devises au pays. De surcroît, elle est aussi la seule qui permette d'augmenter les ressources de l'Etat par l'intermédiaire de la taxation.

De toute manière, signalons que s'il est vrai que l'Etat africain encourage par tous les moyens les cultures orientées exclusivement vers l'exportation, il est non moins vrai que les recettes provenant de cette exportation sont assez durement imposées : souvent entre 40 % et 45 % de leur valeur totale.

Certains conclurent, dans ces circonstances, que la promotion des exportations agricoles des Etats africains, bien que liquidant la production nationale, bien qu'aggravant la malnutrition, le déficit alimentaire, extérieur et budgétaire, constituerait peut être la seule politique réaliste, puisqu'elle permet l'insertion dans l'économie internationale et, partant, le financement régulier des appareils d'Etat.

Pendant, on devrait réfléchir sur la question de savoir s'il n'y aurait pas certaines limites dans la poursuite de ce processus et si ces limites n'étaient pas déjà franchies.

On constatera que, dans la pratique, la politique ultra-libérale finit par se transformer en son contraire : une politique de promotion des importations. Si dans les autres continents périphériques le déficit alimentaire se présente comme un simple avatar de l'intégration internationale par les exportations, en Afrique le déficit constitue un objectif direct et souvent explicite des politiques, car dans ce continent — plus qu'ailleurs — la transnationalisation commence par les importations.

## QUELQUES CONCLUSIONS

Outre ses aspects climatiques, nutritionnels, historiques, démographiques, culturels, la sous-alimentation périphérique fait partie intégrante de certains mécanismes socio-économiques permettant la reproduction élargie de ce phénomène à notre époque. Dans la phase présente, l'essentiel de ces mécanismes consisterait dans l'émergence d'une nouvelle économie agro-alimentaire transnationale dont les principaux agents d'organisation sont les entreprises transnationales. Le caractère transnational de cette nouvelle économie ne vient pas tellement de la nationalité du capital ni même de la taille des entreprises, mais plutôt de la transnationalisation du procès de fabrication des aliments correspondant aux normes nouvelles de consommation. Ces normes comprennent de plus en plus des ensembles alimentaires composites, mais néanmoins *standardisés* : ce sont des plats de type «fast food», pré-cuits, surgelés etc.. De plus, de nouvelles et incalculables perspectives s'ouvrent actuellement dans ce domaine avec les interventions de la bio-technologie et de la bio-génétique.

L'émergence de cette économie transnationale, pendant les 10 ou 15 dernières années, coïncide avec la récession économique internationale et donne un coup de fouet aux échanges agro-alimentaires internationaux. Les observations statistiques confirment que les branches alimentaires sont les seules qui progressent sans interruption à travers la récession mondiale,

depuis le début des années 1970. Les investissements internationaux, les taux de rentabilité et de croissance, les échanges agro-alimentaires progressent pendant la crise plus rapidement que pendant la période précédente et en contraste avec toutes les autres branches de la production qui évoluent plus lentement ou même sont en régression. L'agro-alimentaire a l'avantage d'assurer, dans une période de crise, une stabilité relative des conditions de la production et une croissance régulière des marchés dans le monde, relativement à l'abri du climat d'instabilité et d'imprévisibilité générales.

Cette prospérité relative de l'économie agro-alimentaire transnationale serait à l'origine de l'apparition des nouveaux déficits alimentaires dans les pays périphériques. Tout indique que la nouvelle économie transnationale constitue la première étape vers un nouvel ordre alimentaire construit sur des bases transnationales et que cela devrait être la première phase nécessaire pour accéder à un nouvel ordre économique international.

Toutefois, dans cette perspective, des difficultés surgissent déjà venant du domaine alimentaire. Les déficits alimentaires se transforment instantanément en déficits financiers compromettant rapidement les processus de restructuration industrielle de l'économie mondiale en général et du Tiers-Monde en particulier.

Face au problème du déficit alimentaire-financier qui s'aggrave, les politiques ultra-libérales recommandent la limitation de la consommation, pour faire croître le volume du produit exportable. Par suite des interventions systématiques de l'Etat dans ce domaine, l'unité des marchés, des conditions de la production et des prix se trouve ainsi rompue. On encourage la conversion de la production agricole dans les cultures d'exportation, aux dépens de la production vivrière. Dans le domaine des produits d'exportation, par suite des subventions étatiques, leurs prix sur le marché mondial sont nettement plus bas que ceux du marché interne. Par contre, dans le domaine des importations, par suite aussi des subventions de l'Etat en sens inverse, les prix des produits importés sont inférieurs non seulement par rapport aux prix du marché interne, mais souvent aussi par rapport à leur propre prix de débarquement. L'objectif de ces politiques est bien évidemment de démanteler les complémentarités des économies nationales, pour en obtenir l'insertion par certains produits ou par branches dans la nouvelle économie transnationale du domaine agro-alimentaire.

Dans l'option ultra-libérale, l'intégration nationale cède la place à la transnationalisation des circuits nouveaux : cycles de produits, économie de l'entreprise, filières ou chaînes de production, d'échanges internes et de distribution. Cette mutation implique le rejet à la marge des débris énormes des anciens ensembles économiques et sociaux. Les déficits alimentaires d'aujourd'hui sont l'expression de ce nouveau gaspillage des forces qui ne réussissent pas à avoir une place dans le monde nouveau de la transnationalisation.

Wassili LEONTIEF prévoyait récemment, à l'approche de l'an 2000, le ralentissement des échanges agricoles internationaux, par suite de la préférence des pays pour l'auto-suffisance alimentaire nationale et pour les cultures vivrières (19). Aujourd'hui, force est de constater que ces prévisions sembleraient mises à l'épreuve par une bonne partie des pays engagés

plus ou moins dans la perspective ultra-libérale et, bien sûr, par l'intensification remarquable des échanges agricoles internationaux.

Pourtant, on devrait signaler les *sérieuses limites* auxquelles semble se heurter déjà le modèle ultra-libéral de promotion des exportations agricoles et de l'économie agro-alimentaire transnationale. Dans la plupart des cas, cette politique finit par se transformer en son contraire : un modèle d'insatiable *promotion des importations*. L'insuffisance des devises et le mécontentement profond des couches populaires constituent d'ores et déjà deux facteurs qui limitent gravement, du moins en perspective, la poursuite de ce modèle.

De l'autre côté, on devrait sans doute rappeler l'expérience des *stratégies alternatives* se développant pour l'instant dans un nombre réduit de pays : celles des systèmes alimentaires nationaux ou régionaux, qu'on désigne souvent comme stratégies d'*auto-suffisance alimentaire*, basées sur la mobilisation de l'initiative paysanne. Dans la mesure où le modèle ultra-libéral atteint ses limites inhérentes, plusieurs pays commencent à s'engager progressivement dans les voies alternatives des stratégies alimentaires nationales ou régionales. Il est évident que dans ce nouveau cadre, les pressions financières et sociales se réduisent, en même temps que ralentissent les échanges agro-alimentaires internationaux.

De toute manière, on reconnaîtra qu'en 1983, il aura été encore trop tôt pour pouvoir se prononcer définitivement sur la validité de la prévision de W. LEONTIEF. On remarquera, toutefois, que l'épuisement des limites du modèle ultra-libéral en agro-alimentaire, ainsi que les perspectives de nouvelles formes d'intégration internationale à partir des stratégies alimentaires des pays périphériques ne sont plus des hypothèses analytiques simples, mais des tendances réelles déjà bien amorcées.

Inutile de rappeler que, dans ce contexte, la stabilisation des systèmes alimentaires, sur des bases financières et sociales solides, non seulement n'éloigne pas, mais, au contraire, accélère les mutations en cours pour accéder à un nouvel ordre international.

## FOOTNOTES

1. Cf. L. Malassis, *L'Économie Agro-alimentaire*, ed. Cujas 1979 et G. Arroyo, *Les Agents dominants de l'Agro-capitalisme*, Colloque Credimi, Dijon 1983.
2. Cf. FAO, *la Situation Mondiale...* 1981. Cf. aussi *Dong-Hi Kim et Yong-Jae Joo*, *Situation et Politiques Alimentaires en République de Corée*, OCDE 1982.
3. Cf. K. Vergopoulos, *l'Agriculture périphérique dans le Nouvel Ordre International. Réflexions sur la question des systèmes alimentaires nationaux*, *Revue du Tiers-Monde*, No. 85, Mars 1981.
4. On cite à ce propos les paroles de l'ancien Président du Brésil Geisel: «Nous nous trouvons dans une période où il ne suffit pas d'exporter les excédents, mais où il faut investir pour exporter plus» (1978), Cf. A. Miroux, *Agriculture et Balance des Paiements au Brésil*, In *Problèmes d'Amérique Latine*, No.4675-4676, 1982.
5. Cf. UNCTC, op. cit. Pour l'Agriculture française, les analyses relèvent un degré de *saturation des marchés*, tant en France qu'aux pays de la CEE, depuis le début des années 1970, Cf. *Rapport au Plan 1984-88*. Groupe Agriculture.

6. Cf. R. Burbach et R. Flynn, *Agribusiness in the Americas*, MR. 1980.
7. Cf. B. Ewencyk, *Les Industries Agro-alimentaires*, Cahiers Français No. 205, 1982.
8. Les Exportations Agricoles Américaines se sont accrues jusqu'à 20 % par an pendant la fin fin des années 1970 et ont atteint des records historiques (plus de 40 mlds de dollars par an) au début des années 1980, Cf. J. Thackray, *The American Farm Foul-up*, in *Management Today*, London, Juillet 1982.
9. Cf. Arroyo, Dijon 1983, op. cit.
10. Cf. Bertrand, Laurent, Leclercq, *Le Monde du Soja*, Découverte 1983.
11. Les restrictions alimentaires imposées par suite de difficultés dans les paiements internationaux (endettement etc..) donnent aussi lieu à l'expression de vastes mécontentements dans les pays de l'Est (Yougoslavie, Roumanie, Pologne etc..).
12. L'accouplement entre un capitalisme «libéral» et des formes de gestion étatique des forces de travail est mis en avant par G. Mathias et P. Salama, Cf. *l'Etat surdéveloppé. Des Métropoles au Tiers-Monde*, Maspéro 1983.
13. Cf. aussi Chr. Gros, *L'Agriculture Colombienne à la croisée des chemins*, in *Revue Amérique Latine*, No. 13, Mars 1983.
14. Cf. Banque Mondiale, *le Développement Accélééré en Afrique au Sud du Sahara*, 1981 (Programme indicatif d'action).
15. Une bonne partie de ces développements, ainsi que ceux qui suivent, concernant l'Afrique, se fondent sur les documents de la Banque Mondiale et notamment sur le Rapport cité supra.
16. Cf. *Les stratégies alimentaires : nouvelle forme de coopération entre l'Europe et le Tiers-Monde*, in *Europe Information Développement*, Commission CEE, Bruxelles, Décembre 1982.
17. Banque Mondiale, id.
18. Dans la plupart des pays africains, les prix à la production et à la consommation des aliments nationaux de base sont administrativement fixés par l'Etat, en fonction de ses objectifs de politique économique, CF. Banque Mondiale, op. cit., p. 67.
19. Cf. W. Leontief, *L'expertise*, Ed. Dunod 1978.

## SUMMARY

*The food crisis being faced by the Third World currently is not the result of a production crisis since production is actually increasing. It is a crisis provoked by the transnationalization of the systems of food production. Since the beginning of the seventies, two new elements in food systems have become clear: a) a sudden increase of international trade in food products leading to a brutal accentuation of the structural external orientation of the periphery and b) a brutal decline in the foreign exchange receipts of countries of the periphery combined with an increasing need to finance imports.*

*To date, there have been two types of responses:*

*– The ultra-liberal policy of total integration into the world food system and the policy of integrating agriculture and food production in particular – into the national system (the policy of self-sufficiency).*

*– The ultra-liberal response is guided by the micro-economic logic of profitability or simply by the ideological logic of integrating oneself into the world system. Transnational Corporations play a decisive role in the elaboration and implementation of the ultra-liberal strategy.*

*– The nationalist response consisting of the integration of agriculture and food production in the national system (Mexico, Rumania, Yugoslavia, Congo, Gabon etc...) attempts to realize two objectives simultaneously: improve the balance of payments, reduce budgetary deficits, and through this promote industrialization. In the elaboration of this strategy, Transnational Corporations play a marginal role.*

*The liberal response accentuates the food crisis: famines, especially as concerns the poorer classes and urban revolts. In reality, the structure of prices in these countries (often estimated to be two or three times higher than the prices ruling on international markets) is beyond the purchasing power of the popular classes.*

*This explains the increasing need for the state to regulate popular consumption by resulting to social engineering.*

*But this however leads to even further problems: systematic intervention by the state to favour the consumers discourages internal production of food and incites producers to concentrate on exports.*

*Up till today, the ultra-liberal policy is dominant and there are no evident signs to support the Wassily Leontief thesis according to which by the year 2000, there should be a slowing-down of international trade in food products provoked by the desires of states to promote national food self-sufficiency. With that question, however, the future lies with food self-sufficiency based on the mobilization of the creative energies of the peasantries and not on the transnationalization and promotion of agricultural exports which would lead to dependency on food imports.*